

Répondre aux urgences pour la France

Résolution du conseil national du PCF – 2 juillet 2022

Au lendemain de l'élection présidentielle et des élections législatives, alors que les crises s'aggravent violemment, notre pays doit affronter d'immenses défis : la réponse urgente aux difficultés quotidiennes de nos concitoyen-ne-s, la nécessaire action pour la paix en Europe et contre le réchauffement climatique.

Face au nouvel épisode violent de la crise économique et aux désastres sociaux, écologiques et humains qui s'annoncent et à la crise de régime qui est ouverte, la construction d'une France des Jours heureux pour toutes et tous est plus que jamais à l'ordre du jour.

Désormais privé de majorité à l'Assemblée nationale, le président de la République n'a pas de majorité pour son projet politique. Or, Emmanuel Macron reste le serviteur zélé de la finance qui est déterminée à poursuivre la destruction des grandes conquêtes sociales.

Dans cette situation inédite, nous alertons les Français-es : pour obtenir une majorité, le risque est grand qu'il s'appuie sur les autres forces de droite, dont le projet est très similaire au sien, et sur le Rassemblement national, dont le projet ne s'attaque en rien aux fauteurs de crise que sont les grands détenteurs de capitaux et veut soumettre le pays à une violente politique xénophobe et raciste qui menace gravement la République.

Refusant tout accord de gouvernement, les communistes appellent à la mobilisation pour combattre cette alliance avec force et esprit de rassemblement et mettre en échec ses projets de régression sociale. Nous serons constamment une force de proposition pour répondre aux attentes des citoyen-ne-s, des salarié-e-s.

Nous, communistes, avons une grande ambition pour la France.

Nous voulons ouvrir la voie à une politique qui tire vraiment les leçons de la pandémie et de la crise et rassembler, dans toutes les villes et villages de France, le monde du travail et de la création, toutes les forces qui seront déterminées à s'unir au service des exigences populaires. Nous pensons qu'une perspective d'espoir pour la France et son peuple exige la remise en cause radicale de la domination du capital, indispensable pour agir contre les diktats des marchés financiers.

C'est le sens du projet présidentiel présenté par Fabien Roussel et des propositions portées par les communistes dans la Nouvelle union populaire, écologique et sociale aux élections législatives.

Et c'est le sens de notre conception du rassemblement articulant luttes immédiates, propositions de transformation sociale, conquête de moyens et de pouvoirs pour sortir des logiques capitalistes que nous impose le système. Un rassemblement dans lequel l'autonomie de chaque force politique se conjugue à la recherche d'actions communes.

C'est ainsi que nous pourrions élargir les dynamiques de mobilisation, pour travailler dès aujourd'hui à un rassemblement majoritaire plaçant l'humain et la planète au cœur de réformes heureuses, populaires.

Bien que le total des voix recueillies par notre union n'ait pas progressé par rapport au total des voix des forces de gauche en 2017, le succès de la Nupes aux élections législatives, qui en fait la première coalition d'opposition au Parlement, constitue un point d'appui précieux.

Alors que la gauche était annoncée grande perdante de la dernière séquence électorale, elle a contribué à mettre en minorité le parti présidentiel à l'Assemblée nationale et à revaloriser le rôle du Parlement. Pour gagner demain, nous voulons donc partir de cet acquis et engager les débats et les mobilisations indispensables, en lien avec les actions parlementaires, pour construire un rassemblement plus large, jusqu'à ce qu'il devienne majoritaire.

Les 22 député·e·s communistes et d'outre-mer du groupe de la Gauche démocrate et républicaine – Nupes, présidé par André Chassaigne, sont d'ores et déjà engagé·e·s pour être une force de proposition autonome à l'Assemblée et travailler en collaboration avec les autres groupes parlementaires de la Nupes. Avec le groupe Communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) au Sénat, dont la présidente, Eliane Assassi, vient de déposer une proposition de loi pour encadrer l'usage des cabinets conseils, avec nos élu·e·s des collectivités territoriales et l'ensemble des militant·e·s communistes, c'est une force qui comptera dès les prochaines semaines.

Le PCF appelle les forces vives du pays, les composantes de la Nupes et toutes les forces de gauche et écologistes, sociales et citoyennes, à constituer partout en France des comités d'action, pour débattre des urgences dans chaque territoire, engager des luttes et des initiatives pour résister à toute régression sociale, comme le recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans et obtenir des victoires pour changer tout de suite la vie du plus grand nombre. Cela implique des objectifs sociaux et écologiques ambitieux, la mobilisation de moyens financiers et la création de pouvoirs d'intervention des citoyen·ne·s et des salarié·e·s.

En ce sens, les communistes formulent 10 propositions pour la France, qu'il est possible de mettre en œuvre dès les prochains mois :

1. Porter le smic et la retraite minimum à 1 500 euros net (1 923 euros brut), augmenter de 10 % le point d'indice des fonctionnaires, organiser une conférence nationale sur les salaires, contraindre les entreprises à l'égalité salariale femmes-hommes, gagner la retraite à 60 ans à taux plein.
2. Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, passer la TVA de 20 % à 5,5 % sur les carburants et taxer à 30 % le résultat imposable des grandes compagnies pétrolières, rétablir l'ISF et engager une réforme pour un impôt sur le revenu plus progressif.
3. Garantir la gratuité totale de l'école et pré-recruter 20 000 personnels d'éducation, rembourser les soins à 100 %, renforcer la Sécurité sociale, mettre en œuvre un moratoire sur les fermetures de lits et former tout de suite pour pré-recruter 30 000 personnels de santé pour l'hôpital public, consacrer 1 % du PIB à la culture.
4. Inscrire le droit à l'IVG dans la Constitution, rouvrir les centres IVG fermés cette dernière décennie et en ouvrir de nouveaux partout où cela est nécessaire et consacrer 1 milliard d'euros à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
5. Non prise en compte des revenus du conjoint pour le calcul de l'allocation adulte handicapé.

6. Supprimer « Parcoursup », créer un revenu étudiant d'un montant minimum de 850 euros par mois et lancer un plan « Zéro jeune au chômage » pour permettre à chaque jeune d'avoir accès à une formation ou à un emploi bien rémunéré.
7. Engager un plan de 140 milliards d'euros pour l'égalité des territoires, l'emploi et le climat : développement du mix nucléaire-renouvelables pour renforcer notre souveraineté énergétique, réouverture des petites lignes SNCF et aller vers la gratuité des transports publics urbains, rénovation thermique de 700 000 logements, création d'un fonds alimentaire pour manger sain et à sa faim, accès au numérique pour tous.
8. Nationaliser de grandes banques privées, au service de l'emploi, de la renaissance industrielle, de la transition écologique, développer l'économie sociale et solidaire et les structures coopératives, et conditionner les aides publiques aux entreprises en fonction d'engagements en faveur de l'emploi, des salaires et du climat.
9. Création d'un droit de veto et de contre-propositions des salarié-e-s face aux plans de licenciements et des institutions démocratiques économiques et sociales nouvelles depuis les territoires jusqu'au niveau national.
10. Organisation d'une conférence européenne pour la paix et la sécurité collective et ouverture de négociations pour de nouveaux traités, avec un fonds européen au service des peuples et non de la finance.

Nous serons à l'initiative tout l'été pour aller à la rencontre de nos concitoyen·ne·s avec ces propositions pour le pays, **organiser des actions de solidarité** pour permettre aux familles populaires de manger sain et à leur faim et de partir une journée à la mer, **et nous donnons à toutes et tous rendez-vous à la Fête de l'Humanité, les 9, 10 et 11 septembre prochains** pour partager un moment festif et engager en grand le débat politique sur l'alternative à construire avec toutes les forces vives du pays.